BROCHURE JURIDIQUE

COMMENT SE PRÉPARER À UNE MANIF ?
QUE FAIRE QUAND ON SE FAIT ARRÊTER ?
EN GARDE À VUE ?
ET APRÈS ?

RIPOSTE COLLECTIVE

Qui sommes nous et pourquoi ce manuel ?

Riposte Collective est un **groupe ouvert et public** pour **organiser la riposte** au sein du mouvement social. Nous souhaitons la préparer par tous les moyens nécessaires et avec toutes les personnes qui le veulent.

Notre but est de **contrer la répression et la chaîne pénale**. Nous intervenons donc, comme elles, **de la rue au tribunal.** Nous proposons des temps d'échanges stratégiques, des **ateliers de formations** (juridique et numérique) et de **déplacements collectifs**. Pendant les actions ou manifestations, nous organisons la riposte avec toutes celles et ceux qui - de près ou de loin - souhaitent participer au débordement. Enfin, à la suite d'une action ou manifestation, nous proposons des temps d'**analyse** et nous **préparons des défenses**.

Face aux appareils judiciaires et répressifs d'État, nous ne sommes pas auxiliaires de police/justice : **nous refusons les logiques d'innocentisme** ainsi que de **dissociation entre bonne et mauvaise militante.** C'est par le refus de ces logiques que nous sommes **solidaires** avec la pluralité des luttes et des pratiques.

Nous trouvons nécessaire de diffuser le plus largement possible des expériences et des pratiques de **défense collective**, de la rue au tribunal. Il s'agit, d'une part, de limiter l'impact des flics et des juges sur nos luttes, d'autre part, de nous réapproprier nos stratégies de défense. Nous **refusons le rapport de passivité** et la **dépendance aux experts**, militants ou avocats, et préférons la réflexion et l'élaboration collective.

Cette brochure a été terminée en **janvier 2023**. Elle est réalisée à partir d'expériences de gardées à vue depuis plusieurs années et de textes de loi. On y voit **comment se préparer au mieux à une manif/action**, il explique la **logique et le déroulement d'une garde à vue** (GAV) et donne des conseils pour s'en sortir au mieux collectivement.

Nous choisissons, plutôt qu'une écriture inclusive, d'opter pour une féminisation du texte. Cette féminisation est totale, sauf pour les personnes représentant une institution : flics, juges, baveux. Nous nous exprimons comme nous le ferions avec une camarade : nous utilisons le tutoiement, le registre est familier pour les conseils, formel pour les précisions juridiques.

N'hésite pas à nous écrire ou à venir à une réunion publique. Elles ont lieu tous les lundis à 18h à l'Université Paris 8 (Saint-Denis). L'accès est libre, le rendez-vous est dans le hall du bâtiment B2. Tu peux aussi nous retrouver lors de nos ateliers publics, ils sont publiés sur l'AMI (agenda militant indépendant), Paris Luttes Infos et sur nos réseaux sociaux.

Dans ce manuel, nous nous concentrons sur les moyens d'éviter une interpellation ainsi qu'un placement en garde à vue (GAV). Ce n'est pas systématique quand on va en action ou en manif, mais ça arrive régulièrement, à des moments où on ne s'y attend pas forcément. Nous détaillons les différentes étapes de façon chronologique et y ajoutons des points juridiques et techniques.

I) À LA MAISON

1- Prévoir les galères judiciaires
2- Faire son sac

II) DANS LA RUE

1- Éviter les contrôles préventifs
2- Pendant la manif
3- L'arrestation
4- La dispersion
5- À l'hôpital

III) AU COMMISSARIAT

1- La fouille
2- Le passage chez l'OPJ
3- Le droit au médecin
4- L'avocat
5- La cellule
6- L'audition

IV) APRÈS LE COMMISSARIAT

1- Les suites
2- La préparation du procès

I) À LA MAISON

1- Prévoir les galères judiciaires

- Réunis tes garanties de représentation (GR)

Elles sont un ensemble de documents qui permettent d'assurer aux autorités judiciaires que tu ne vas pas disparaître et que tu vas te présenter à ton procès. Elles sont un des outils déterminants pour se défendre face aux demandes de mises en détention provisoire, notamment lorsqu'on refuse la comparution immédiate ou si on est mise en examen en attente d'un procès. Ces garanties sont également indispensables pour s'opposer à une mise sous contrôle judiciaire.
Assez basiquement, elles prouvent que tu as un logement où on peut te trouver, que tu es identifiée comme personne sédentarisée et insérée dans la société.

Peuvent être utilisées comme garanties de représentations :

1- papiers d'identité (CNI, passeport, permis de conduire). Si tu n'as pas de papier, consulte les brochures de l'anticra et/ou demande leur conseil directement : abaslescra.noblogs.org/brochures/

2- justificatif de domicile (facture EDF, de téléphone, ...) - Eviter le bail dans la mesure du possible pour ne pas faciliter le travail de la police s'ils veulent effectuer une perquisition

⚠

Si tu n'as pas de domicile dans les alentours ou pas de domicile du tout nous recommandons vivement de te faire fournir une attestation d'hébergement à titre gratuit par une proche, elle vaut justificatif de domicile devant les magistrats, elle consiste en une lettre signée (modèle d'attestation d'hébergement sur le site https://service-public.fr/particuliers/vosdroits/R39697).

3- contrat de travail/ certificat de scolarité
ou encore : - promesse d'embauche ; - fiche de paye ; - attestation CAF pour le RSA ou Pôle Emploi pour le chômage

Par expérience, cette étape de préparation avant action/manif est essentielle. Elle nous épargne un moment de stress pendant la GAV et réduit le risque d'aller en détention provisoire.

- **Personne check**

Avant de bouger en manif, **donne tes GR** à une personne **qui ne va pas en manif**. Laisse-les lui dans un mail, une clé usb ou en format papier. Si elle n'a pas de nouvelles de toi après l'action (12 à 24h après, à définir ensemble), elle devra **contacter ton avocat** pour avoir de tes nouvelles et lui donner tes GR. Tu peux aussi lui dire qui prévenir en cas de GAV.

⚠

Si une de tes proches est placée en GAV et qu'elle n'a pas préparé de dossier de garanties de représentation, il faut absolument chercher à les réunir avant la fin de sa garde à vue. Contacte ses potes, ses colocs, sa famille et essaie de réunir ce que tu peux.

- **Fais le ménage chez toi**

Même si c'est rare, selon les charges qui te sont reprochées, il arrive que ton domicile se fasse perquisitionner pendant ta GAV.

Avant chaque action, on conseille de vérifier que tu n'as **pas d'objets incriminants chez toi**, qui pourraient te lier à l'action en cours ou à des actions passées. ⚠ un objet légal (bâche peinte ou k-way taché) peut être incriminant selon le contexte/les actions passées : mets-les chez une personne de confiance ou à la poubelle.

2- Faire son sac : **vide et refais ton sac !**

Affaires qu'on laisse à la maison :

- évite les objets perso (clé usb, etc) et incriminants (couteau, shit, bombe lacrymo, etc) inutiles dans le cadre de l'action/manif
- **ne prends pas ta carte bleue**, retire des tunes avant la manif
- **ne prends pas ton pass Navigo** car il est traçable, préfère des tickets à usage unique
- **ne prends pas ta carte d'identité** (on t'explique à la page suivante)
- **cache tes tatouages, cicatrices, bijoux, piercing** (c'est possible de les cacher une fois entrée dans la manif)

La question du téléphone

Les flics peuvent récupérer les données de ton téléphone, même si elles ont été supprimées et s'il est éteint. Donc : **laisse ton smartphone à la maison !** Prends un bigot si tu as vraiment besoin d'un téléphone. Ça évitera à la police, en cas d'arrestation, d'avoir accès à des infos potentiellement incriminantes et de relier les différentes personnes entre elles.

--> Pense à prévoir un rdv avec tes potos avant et après l'action

Points principaux d'hygiène numérique minimale

- n'aie **rien d'incriminant** dans ton téléphone (photos, messages, documents)
- utilise **Signal** avec 1) un **code alphanumérique** de dévérouillage 2) les **messages éphémères** activés 3) dans les conversations de groupe, tout le monde **administrateur** (pour pouvoir supprimer des membres)

Affaires qu'on prend avec soi :

- **plan de la ville** (voire même, fais un tour sur place la veille pour étudier le terrain)
- **nom d'un avocat** de garde de la Legal Team de la ville
La Legal Team Paris fournit une liste d'avocats que l'on peut désigner en garde à vue — il faut retenir un nom exact **et son barreau** de rattachement, sans avoir à connaître son n° de téléphone. (Possible qu'il y ait substitution entre elleux en cas d'indisponibilité.)
- **vêtements anonymisants** (jetables si besoin) : prends un change sans logo et le plus ample possible + une casquette/bonnet/capuche + écharpe/cache-cou

+ petit tips : pour t'anonymiser, préfère un masque covid/FFP2 plutôt qu'une cagoule incriminante. il te servira aussi à te protéger des gaz.

On déconseille le suréquipement qui peut favoriser le ciblage d'un individu isolé en décalage avec le reste de la manif (du type : usage isolé du masque à gaz, qui de plus peut être qualifié de port d'arme).

- préfère un **masque de plongée** (qui protège toute l'arcade sourcilière). En cas de tir de LBD, contrairement aux lunettes de piscine et masque de snow, qui résistent mal et peuvent se briser, le masque de plongée amortira les potentiels chocs.
- prévois ton **mélange Maalox** (1 tiers) + eau (2 tiers), idéalement dans un spray : ça soulage des gaz lacrymogènes
- on te conseille de prendre **un parapluie**. Il anonymise les camarades en action (!) mention spéciale pour les parapluies de golf chez Décathlon, ils absorbent les chocs de grenades et LBD car ils ne se bloquent pas
- prends **des gants** en cuir/épais si tu comptes toucher des palets chauds

- si tu prends du **matos incriminant,** pense à **le nettoyer avec des gants et du dissolvant** pour ne pas laisser d'empreinte et **dissimule-le bien**.

+ petit tips : mets des affaires considérées comme "dégueu" : chaussettes/sous-vêtements sales, mouchoirs/masques covid usagés/tampons/serviettes/... ça met mal à l'aise les keufs qui fouilleront moins dans ton sac

II) DANS LA RUE

1- Éviter les contrôles et fouilles

Pour les éviter, essaye de **passer par des petites rues adjacentes** et de **ne pas avoir un style repérable** quand tu arrives. On conseille d'arriver seule ou à 2 ou 3 personnes pour être discrètes.

- Contrôles

Ne pas avoir de papier sur toi permet, d'une part, de penser une **stratégie solidaire** (dans les cas où tes camarades sont sans papier ou interdits de manif) et, d'autre part, d'**éviter les amendes**.

Ne pas avoir de papier sur soi n'est ni un délit ni un motif de placement en GAV, mais peut amener en "vérification d'identité" (4h max au commissarjat). Par contre, on est obligée de donner son "**petit état civil**" : **4 infos comme un CARRÉ** : **nom**, **prénom**, **date et lieu de naissance**.

+ petit tips : quand tu sais que tu vas aller en GAV et pas en vérif, tu peux choisir de ne pas donner ton identité et aller en GAV "sous X". Ça peut les amener à faire une erreur administrative, à te confondre avec Camille par exemple. Tu peux attendre d'être devant l'OPJ pour donner ton vrai petit état civil (CARRÉ), ou rester sous faux.

+ petit tips : pendant le contrôle, si le keuf écrit sur une feuille volante, tu peux donner une identité imaginaire (différente de l'usurpation d'identité d'une vraie personne). S'il écrit sur une tablette, il pourra voir que c'est une identité imaginaire, si c'est le cas, donne juste ton petit état civil

- Palpation et fouille de sac

Lors d'un contrôle dans la rue, les flics procèdent généralement à une palpation de sécurité et à une fouille du sac.

La palpation de sécurité sert officiellement à vérifier qu'on ne cache pas d'arme. En réalité, elle sert à trouver tout ce qui pourrait être compromettant. C'est une méthode qui consiste à appliquer les mains par dessus les vêtements d'une personne, et qui peut être effectuée par n'importe quel agent de police ou de gendarmerie. Elle peut être faite par un homme sur une femme, contrairement à la fouille.

En principe, ils ne peuvent pas fouiller le sac sans arrêté préfectoral, mais dans la pratique, ils ne se gênent pas. Ils peuvent demander à la personne contrôlée de l'ouvrir, voire d'en sortir les éléments, afin qu'elle ne puisse pas dire que la fouille a été faite sans son consentement.

Ne leur facilite pas le travail : selon la situation, la fouille peut aller du simple check du sac à une fouille complète

2- Pendant la manif

Au moment opportun, pense à **brouiller ton identification** : change-toi **hors caméra**/appareil photo ou sous un dôme de parapluies et mets ton masque covid, tes habits chauds et tes gants.

On reste ensemble !

On te conseille vivement d'avoir **un binôme**, c'est-à-dire une personne de confiance avec qui rester pendant toute la manif et à laquelle tu fais attention.
La première et la plus fiable des protections en manif est avant tout l'unité et la **solidarité du cortège**. Il s'agit de **rester groupées**. Restons groupées aussi bien dans les moments tranquilles que lors d'éventuelles charges où les personnes isolées sont prises comme cibles et peuvent être arrêtées.

Lors des charges et des mouvements de foule, **ne courons pas**, **ne créons pas de mouvement de panique.** Les flics vont parfois chercher à casser la cohésion du cortège, il est fondamental de rester solidaires. **Restons groupées même dans les lacrymo** : portons notre masque de plongée, guidons les personnes aveuglées et partageons notre mélange Maalox.

La grappe de raisin

Tu peux attraper tes camarades **par les épaules** pour ne pas tomber par terre tout en maintenant un **groupe soudé** et compact face à la police. Attention toutefois à ne pas déséquilibrer ou étrangler la personne que tu tiens malgrès toi !

Lorsqu'une personne est désignée ou ciblée par la police, dissimulons-la dans le groupe pour **empêcher son interpellation.** Si elle est en cours d'arrestation ou arrêtée, tentons collectivement de la **désarêter**. Vérifions toujours que personne n'est seule à l'arrière ou à l'écart.

Surveiller le terrain et communiquer

- Pense à surveiller les positions et les attitudes des flics, pour anticiper leurs mouvements et éviter les fausses alertes.

- **S'encourager** sans retenue, communiquer clairement : parle à tes voisines de foule, crie des phrases qui donnent du courage et créent de la cohésion. Évitons les "Attention !" qui n'apportent pas de message clair, préférons crier des **infos utiles** : "On reste ensemble !" ; "on court pas !" ; "les flics chargent à l'angle à droite"

3- La dispersion

- **change-toi discrètement** (hors caméra), tu peux échanger tes vêtements avec des camarades pour rendre plus complexe l'identification par les flics
- **débarasse-toi des trucs potentiellement incriminants** (par exemple sac opaque dans une poubelle et hors caméra)
- ne reste pas trop longtemps sur le point d'arrivée pour éviter les interpellations
- si tu veux débriefer avec des potes, **change de quartier**

Surtout, **si tu fais des dingueries**, ne ramène pas d'éléments incriminants chez toi, comme les habits et les équipements utilisés. Personne n'est à l'abri d'une perquisition à domicile. **Jette-les** ou, si tu veux les garder, **lave-les** avec des gants et mets-les dans un **endroit non relié à ton domicile**.

4- L'arrestation

Elle peut avoir lieu pendant ou après la manif.

- **HURLE** pour **avertir les gens** autour de toi : "aaaaaahhhhh" "on m'arrête !"
- fais le **poids mort**, laisse-toi tomber pour leur rendre l'arrestation plus difficile
- **vide tes poches** : jette discrètement ton matos incriminant

Une fois maitrisée :

- commence à **garder le silence**, dès ce moment les keufs veulent des infos et te faire parler, tu n'as **RIEN À DÉCLARER** (RAD).
- **ne montre pas que tu connais les autres interpellées**, mais n'hésite pas à les "former" discrètement : leur dire de n'avoir RIEN À DÉCLARER, de faire récupérer leurs GR, de refuser la comparution immédiate.
- **refuse les photos** ! Ils n'ont pas le droit de te prendre en photo avec leur téléphone.
- donne seulement ton **petit état civil** : 4 infos comme un CARRÉ. (**nom, prénom, date et lieu de naissance**)

La question du téléphone (2)

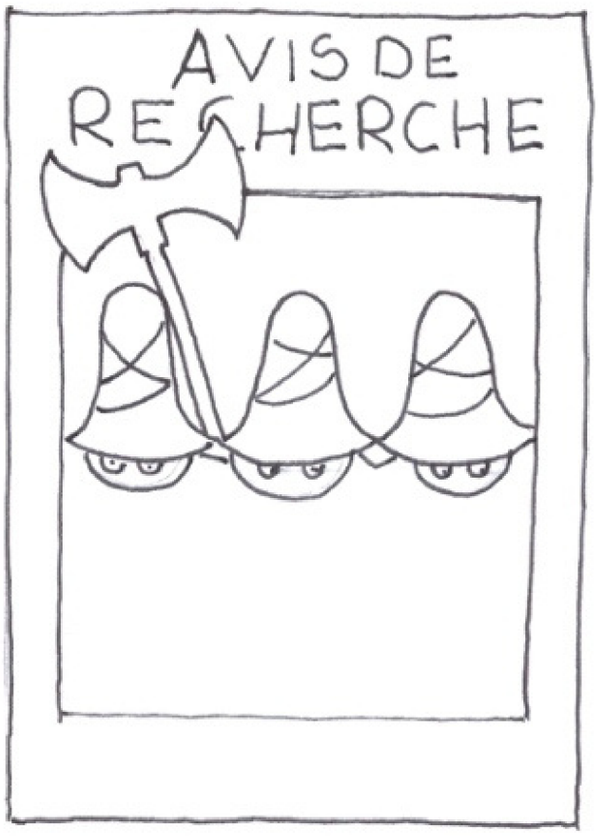
Si tu as pris ton téléphone, dès que tu sens que tu vas être arrêtée, **SUPPRIME** tes applis de **MESSAGERIE**, **ÉTEINS-LE**, **REFUSE DE DONNER TON CODE** de dévérouillage. C'est un délit, mais souvent la meilleure solution. Tu t'en sors généralement avec une **amende ou pas de poursuite du tout**. Si tu as un bigot (et pas un smartphone), ne pas donner ton code n'est pas une infraction.

5- À l'**hôpital**

Il arrive qu'on doive aller à l'hôpital suite à des blessures. Malgré le secret professionnel, les **keufs viennent régulièrement** chercher des gens à l'hôpital en demandant à l'accueil si des patients ont des blessures caractéristiques des manifs.

Pour éviter que les keufs te retrouvent, sois toujours **accompagnée d'une personne de confiance**. Si c'est possible, va dans un hôpital **très loin du lieu de la manif**. En théorie tu as le droit de demander à l'accueil qu'ils ne divulguent pas ta présence et qu'ils anonymisent tes données hospitalières. L'anonymisation sera levée à la sortie et rend les ordonnances inutilisables. Le meilleur moyen à notre connaissance pour échapper aux flics est de **donner un faux nom à l'accueil et une fausse version de ce qui a produit la blessure.**

Si les keufs te retrouvent :
- la personne qui t'accompagne et le personnel médical peuvent t'aider à t'opposer à la présence des flics. Le médecin chef de service peut **s'opposer à une audition**.
- si l'interrogatoire à tout de même lieu, tu as droit au silence : répète inlassablement "**Je n'ai RIEN À DÉCLARER**".



III) AU COMMISSARIAT

On peut être au commissariat pour une audition libre (suite à une convocation), une vérification d'identité ou une garde à vue (GAV).

L'**audition libre** c'est quand tu as reçu une convocation à te rendre au commissariat, elle peut être transformée en garde à vue.
Ne pas se rendre à une convocation envoyée par les keufs **n'est pas incriminant**, on conseille donc vivement de ne pas leur faciliter le travail et de **ne pas s'y rendre**. Pour les policiers et le procureur tout est bon pour obtenir des informations contre toi ou quelqu'un d'autre. Si tu en reçois une et que tu hésites, **contacte la RC ou la Legal Team**. Si tu décides de t'y rendre, n'aie **RIEN À DÉCLARER**.

La **vérification d'identité** dure maximum **4 heures**. Elle peut parfois se transformer en GAV. Cette procédure leur permet d'essayer d'obtenir des informations contre toi ou d'autres personnes. Tu vas être entendue par un OPJ, donne seulement **ton petit état civil** (4 infos comme un CARRÉ : **prénom, nom, date et lieu de naissance**). Ils insistent souvent pour avoir ton adresse, si tu en donnes une autre que la tienne, pense stratégique : ils ne peuvent pas t'interdire de la ville où tu habites. Sinon n'aie **RIEN À DÉCLARER.**

La **GAV** est une procédure de police qui fait suite à l'interpellation d'une personne (d'au moins 13 ans) soupçonnée d'avoir commis un crime ou un délit. Cette décision ne peut être prise que par un OPJ. Elle dure **24h** (12h pour les mineures), renouvelable sur autorisation du procureur si l'infraction soupçonnée est passible de plus d'1 an d'emprisonnement (comme l'extrême majorité des délits). La GAV peut donc durer **48h** (24 pour les mineures). Elle peut être prolongée à nouveau (pour atteindre la durée totale de 72 ou 96h) pour les infractions "graves" (en cas de trafic de drogue, terrorisme...) mais ce sera décidé par un juge.

Les raisons de la GAV peuvent être :

- le flagrant délit : prise à vif par la police, l'officier de police judiciaire (OPJ) est décisionnaire.
- l'enquête préliminaire : suite à des investigations policières, sur décision du procureur.
- la commission rogatoire : à l'initiative d'un juge d'instruction dans le cadre d'une affaire qu'il suit.

La **GAV** est avant toute chose le moment où la police cherche à **produire des éléments à charge** contre les suspects pour **les verser au dossier**. Les flics vont chercher une accumulation d'informations sur la gardée à vue (identité, profil social, relations, activités...) et sur l'infraction dont elle est soupçonnée. LA POLICE NE CHERCHE PAS A ÉTABLIR LA VÉRITÉ. Les flics cherchent à faire du chiffre, charger les gens et les amener devant la justice. **La GAV par son organisation**, la **privation de liberté**, les **intimidations** des keufs, l'enquête sociale, la fausse connivence de certains flics, est un outil permettant aux policiers de **mettre la pression** sur les gens pour qu'ils lâchent des éléments incriminants sur eux-mêmes ou d'autres personnes ; ou pire des **aveux ou dénonciations**.

Les 2 grands principes à retenir :

N'aie **RIEN À DÉCLARER**.

NE SIGNE PAS les documents (procès verbaux et autres) qui te sont présentés, tu en as le droit. Signer, c'est reconnaître que tout s'est passé selon la version de la police. Mais surtout, ne pas signer permet de **pouvoir revenir sur ce qui s'est passé** pendant ta GAV au moment du procès sans se décrédibiliser.

Notre but est que notre **dossier** soit **le plus vide possible**, **NE RIEN DÉCLARER** et **NE RIEN SIGNER** permettent de meilleures conditions **pour préparer ta défense** en cas de procès et de limiter l'accumulation d'informations par la police.

Les keufs te diront à plusieurs reprises que **tu sortiras plus vite si tu coopères**, **C'EST FAUX.**

REFUSE de donner ta SIGNALÉTIQUE et ton ADN. La signalétique = empreinte et photos. On détaille notre position politique, mise à mal par la loi 2022-52.

Dans le cadre de ton fichage, la police va vouloir prendre ta signalétique (= tes empreintes et photos) et parfois ton ADN. **REFUSE** de donner **ta SIGNALÉTIQUE et ton ADN**, qui pourraient permettre de t'identifier dans l'avenir et/ou sur d'autres affaires. Tes empreintes digitales sont conservées pendant une durée légale de 25 ans, ton ADN 25 ans si tu as été suspectée sans être condamnée et 40 si tu as été déclarée coupable ou que la justice considère que tu as des « troubles mentaux ». De plus, l'ADN étend le fichage aux membres de ta famille.

Il y a régulièrement des poursuites pour ces refus, surtout l'ADN. Refuser le fichage général est une **position politique collective** qu'il faut tenir et généraliser, d'autant plus que les **poursuites ne sont pas systématiques** et des **relaxes** continuent à être obtenues.

À propos de **l'ADN,** il arrive **régulièrement** qu'**ils** te le **prennent sans demander**, **sois attentive**, il faut affirmer qu'on refuse si un flic s'approche trop. À propos des photos, attention au procès verbal de mise en situation : si tu avais une tenue qui gênait ton identification en manifestation (capuche, masque de plongée, foulard, etc), on peut te demander pendant ta GAV de la remettre. Le but est de te **photographier** avec cette **tenue** pour t'identifier et fournir des éléments fabriqués de toute pièce pour un procès, **REFUSE ces PHOTOS** comme les autres. Pour les autres photos, **sois attentive** dans le commissariat, des personnes ont déjà été photographiées sans qu'on les prévienne, il faut **affirmer qu'on refuse** si un flic commence à le faire.

Une **nouvelle loi** complique les choses. La loi 2022-52 du 24 janvier 2022 « relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure » rend possible le « recours à la contrainte » des relevés signalétiques. Les flics peuvent donc avoir, dès la GAV, une réquisition du proc qui les autorisent à t'immobiliser de force pour choper tes empreintes et te prendre en photo (pas l'ADN). Depuis début 2022 cette pratique est devenue courante (mais pas systématique) en **région parisienne** uniquement.

Légalement, ils ne peuvent **te forcer** que si l'infraction dont tu es accusée est passible d'au moins 3 ans d'emprisonnement et qu'ils ne peuvent vérifier autrement ton identité. Dans les faits, ils peuvent avoir cette réquisition si les conditions ne sont pas réunies. Mais, ils ne l'obtiennent **pas toujours**. Ça dépend du contexte, des comico, des keufs, du proc, c'est **aléatoire**, Notre conseil reste donc le même : **REFUSE de les donner**.

Ils diront que refuser te fait perdre du temps, c'est faux. **Tu sortiras aussi tard**, que tu refuses ou les donnes.

⚠ **Avant de te forcer à quoi que ce soit,** ils doivent te **montrer la réquisition du proc.** Quand ils amènent la réquisition, s'ils l'ont, tu peux les suivre pour ne pas te faire violenter. Une foisi dans le bureau, c'est encore possible de refuser (fermer les poings, faire des grimaces, frotter l'encre, ...)

1- La fouille

- on est fouillée **par un flic du même "sexe"** que celui sur nos papiers d'identité. quand on ne les a pas, ça se joue au **passing** (d'après nos expériences, c'est toujours mieux de se faire fouiller par une meuf)

- **prépare-toi psychologiquement** : les flics peuvent te fouiller à poil s'ils veulent t'humilier.

- tu devras **enlever tes piercings, soutien-gorge** (pas les brassières), **lacets** de chaussures et cordons (ils peuvent les couper)

- **ne reconnais pas le matériel**

- fais **compter ton argent**

- garde **le plus de fringues** possible **sur toi** (il fait souvent froid dans la cellule)

- **NE SIGNE PAS le PV DE FOUILLE**

2- Passage chez l'OPJ

- il doit ratifier la GAV dans les 4h (sinon vice de procédure)

- pour les **mineures**, il doit prévenir les **responsables légaux** au début de la GAV (sinon vice de procédure)

- donne uniquement ton **petit état civil** : **4 infos** comme un **CARRÉ** : **nom prénom date** et **lieu de naissance**.
S'il insiste vraiment beaucoup pour l'**adresse**, si tu en donnes une autre que la tienne, pense **stratégique** : on ne pourra pas t'interdire de la ville où tu habites.

- il doit te **notifier de tes droits** : coup de téléphone à une proche, avocat, médecin et interprête pour les non francophones

- **avocat** : **nom exact + barreau d'appartenance**. Insiste pour avoir l'avocat de la Legal Team. Seulement à la question "s'il n'est pas disponible", accepte un commis d'office.

- pour le reste, tu n'as **RIEN À DÉCLARER**

Tu peux **relire le PV**, le modifier si besoin/envie mais **NE LE SIGNE PAS**

Concernant le coup de téléphone : on déconseille, la conversation sera retranscrite et ça va te lier à la personne appelée. Ta personne check sait qui prévenir pour toi et a tes GR à transmettre à l'avocat.

3- Le droit au médecin

L'examen médical atteste de l'état dans lequel tu es arrivée. Méfie-toi cependant du médecin, ne lui raconte rien, c'est un médecin-flic, il n'est pas ton ami.

On déconseille d'y aller sauf si :

- tu as un **traitement dont tu ne peux pas te passer**. Si tu peux t'en passer, c'est mieux, car ce traitement pourra être retenu contre toi lors du procès (la justice est psychophobe).

- tu penses que ton **état** n'est **pas compatible avec la GAV**, il peut ordonner une hospitalisation

4- L'avocat

- droit à **30 minutes** seule avec ton avocat **toutes les 24h**

- dis lui de **récupérer tes GR** auprès de ta personne check car, s'il y a **comparution immédiate** (CI), tu demanderas un **délai** pour préparer ta défense

- ce n'est pas ton ami, **méfie-toi de ses conseils** (concernant la signalétique par exemple). **Encore plus si c'est un commis d'office** : il est payé à l'intervention, donc moins de taf pour lui si on parle et qu'on passe en CI et qu'on parle.

- il peut t'accompagner à ton audition chez l'OPJ (obligatoire pour les mineures)

S'il ne peut pas venir en GAV, c'est pas grave. On en a besoin surtout après la GAV si on est déferrée au dépot du tribunal. Il sera au courant et amènera les GR à ce moment.

5- La cellule

- dès qu'un **keuf vient te chercher**, **demande**-lui **pourquoi**.

Refuse de sortir si c'est pour la prise de **signalétique** (photos et empreintes) ou l'**ADN** (cf p17) : c'est plus facile de refuser dans la cellule qu'une fois sortie.

(!) S'**ils disent pouvoir te forcer physiquement,** ils doivent te montrer la **réquisition du proc.** Ils diront que refuser te fait perdre du temps, c'est faux. **Tu sortiras aussi tard, que tu refuses ou les donnes.** (!)

- ne dis rien d'incriminant, ni qui tu connais

- n'hésite pas à **réclamer** un **kit hygiène** (toutes les 4h), un matelas et une couverture propre (c'est possible qu'ils te les donnent)

- **brieffe tes codétenus** sur le RAD **(**rien à déclarer), l'importance de récupérer des GR et de demander un délai au juge si on passe en comparution immédiate.

6- L'**audition** chez l'officier de police judiciaire (OPJ)

C'est l'interrogatoire sur les faits qui te sont reprochés, **tu ne te défends pas ici**. Tu dois voir l'avocat avant l'audition, si ce n'est pas le cas, réclame. Pour les mineures, l'avocat doit assister à l'audition qui est filmée.

- **demande les charges** retenues contre toi.

- donne seulement ton **petit état civil** (4 infos comme un CARRÉ).

- Use de ton **droit au silence**. Tu peux ajouter "Sur conseil de mon avocat, je n'ai **RIEN À DÉCLARER**". À chaque question.

- **Prends ton temps** pour répondre.

L'OPJ rédige un procès verbal (PV) de l'audition et l'imprime, tu peux prendre ton temps pour le relire, le corriger. **Ne le signe pas.**

Les **statégies des keufs** pour te faire parler :

- **le "in/off"** : il n'y a PAS DE TEMPS OFF avec les keufs. Ne réponds pas à leurs questions, même en dehors de la salle d'audience (camion, couloir, cellule...)

- le **"gentil flic"**, un keuf peut venir chercher ta sympathie (avec un café par exemple) pour te faire parler. **Ne dis rien**.

- **le mensonge** : ils peuvent te dire qu'on t'a balancée, que t'es connue des services, que si tu collabores, tu sortiras plus tôt,... C'est faux.

Ne te laisse pas intimider par un policier, un juge ou un avocat qui te reprocherait de n'avoir rien déclarer, signer, de refuser la signalétique : l'apprentissage collectif de la **défense face à la police et la justice** est un **bâton dans les rouages des institutions** répressives, pense que **si ça les gêne, c'est bon** signe pour toi et les autres.

IV) APRÈS LE COMMISSARIAT

1- La sortie

Au choix :

- libre, sans rien

- libre + convocation à une audition libre au commissariat (si ça arrive, ne pas y aller est souvent meilleure solution, contacte la RC ou la Legal Team si tu veux confirmation)

- libre + rappel à la loi

Ou, tu es **déferrée au dépôt du tribunal**. Ça ressemble au comico, nouvelle fouille, nouvelle cellule. Légalement, la durée maximale est **20h**.

Tu passes dans un bureau avec **le procureur** (ou un délégué) et tu peux:

- sortir libre, sans rien

- sortir libre avec une convocation à une audition libre au commissariat (si ça arrive, ne pas y aller est souvent la meilleure solution)

- sortir libre + avoir une "**mesure alternative** aux poursuites" : rappel à la loi ; amende type contribution citoyenne ; interdiction de comparaitre dans une certaine ville ou un territoire pendant plusieurs mois, ... C'est le moment de **négocier** avec ton interlocuteur, il peut être compréhensif. Tu peux donner une **fausse adresse** ou **lieu d'activité** si tu n'as donné aucun élément sur toi jusqu'à maintenant.

- recevoir une procédure de **reconnaissance de culpabilité**, **REFUSE.**

- qu'il t'informe de la procédure de CI. Une fois devant le juge, il faut impérativement **REFUSER d'être jugée en COMPARUTION IMMEDIATE** et **demander un DELAI.** Tu n'as pas eu le temps de préparer ta défense et en général les condamnations sont plus lourdes en CI. Qu'importe qu'on te dise que ton dossier soit « vide », tu es en position de faiblesse face à la partie adverse car tu n'as pas pu réfléchir en profondeur à ta stratégie. C'est également une position politique qui vise à ce que les personnes s'approprient des outils de défense juridique et gagnent en autonomie dans leur défense, pour ça il faut du temps.

Si une de tes proches passe en CI, il faut récupérer ses GR, les transmettre à l'avocat et essayer de prévenir la Legal Team ou nous prévenir pour avoir des conseils.

2- La préparation du procès

C'est pas facile d'être inculpée, pour ne pas rester seule face à la répression et organiser sa défense, voici quelques points pour préparer une **défense collective**.

- L'avocat :

Un avocat gère beaucoup d'affaires en même temps, il sera certainement peu disponible, **prépare bien tes rendez-vous** avec lui à l'avance, tu peux venir **accompagnée** (d'une membre de Riposte Collective par exemple). C'est lui qui a accès à ton dossier (procès verbaux, enquête...), pour pouvoir préparer ta défense tu dois donc le lui demander. N'hésite pas à **faire pression** sur lui pour avoir **accès au dossier**, pour faire une **demande de restitution de scellés**... Il faut souvent les pousser !

- La défense :

Plusieurs mois peuvent s'écouler entre la date de ta sortie de GAV et ton procès, le temps pour préparer ta défense. La RC travaillera durant toute cette période avec toi si tu le souhaites. L'accès au dossier peut prendre un certain temps après ta sortie de GAV. Tant que ta mémoire est encore fraîche tu dois **écrire le récit** de **ton interpellation et** de **ta GAV**. Tu dois **être prudente** durant cette phase qui précède le procès (et en général aussi). Tes publications sur les réseaux sociaux, tes échanges avec autrui peuvent te desservir et être utilisés par le procureur.
Apprends également à **te ménager**, l'attente de plusieurs mois avant un procès est une phase stressante, la vie continue ! Mais accorde-toi tout de même des **temps de travail** sur l'affaire :

- **lecture du dossier** : imprègne-toi de ton dossier et soulève les incohérences des flics (elles sont souvent bien nombreuses).
- **rendez-vous avec la Riposte Collective** : on peut organiser des lectures collectives de ton dossier anonymisé pour réflechir collectivement à une défense collective, répondre à tes interrogations, rendez-vous avec l'avocat, faire des évènements de soutien...
- **contact régulier avec l'avocat** : nouveaux éléments dans l'affaire, demande de références juridiques, demande au greffier...
- **se renseigner sur le droit** : avec les références acquises par l'avocat ou autre, rends toi sur service-public.fr et legifrance.gouv.fr
- **appréhender le tribunal** : si c'est la première fois que tu mets les pieds dans un tribunal, mieux vaut se rendre à d'autres comparutions que la tienne pour te préparer. La RC peut t'accompagner.

Nous voulons politiser la question de la répression et de la réappropriation du savoir juridique, souvent aux mains des experts, en diffusant de manière large la connaissance des droits et les positionnements possibles.

Nous travaillons avec les avocats de la Legal Team de Paris et rencontrons les personnes qui passent en procès et souhaitent préparer leur défense avec Riposte Collective en respectant les quelques principes de base : la non-dissociation, le refus de la défense de profil, le suivi avec les avocats pour élaborer une stratégie collective.

Tu peux nous contacter par mail à ripostecollective@riseup.net ou par message privé sur nos réseaux sociaux. Tu peux donner une description des circonstances, du lieu de l'arrestation et le chef d'accusation, mais ne donne aucun nom ni aucune info sur les infractions commises.

Face à un corps armé qui ne cesse de nous isoler et nous diviser, nous pensons que c'est ensemble que nous pourrons construire une riposte collective.

Tu peux nous retrouver lors de nos réunions publiques tous les lundis à 18h à l'Université Paris 8 (2 rue de la liberté, Saint-Denis), dans le hall du bâtiment B2. Également dans les différentes formations/évènements que nous organisons. Nous publions nos évènements sur Paris Luttes Info, l'AMI et sur nos réseaux sociaux :

Twitter : @riposte_col
Instagram : @ripostecollective
Tiktok: @ripostecollective
Facebook : Riposte Collective

Pour la dolce vita, Riposte Collective !